

## *Une crise de plus en plus profonde*

Interview de Caroline Sägesser  
par Han Renard et Ewald Pironet

**D**epuis décembre 2018, la Belgique n'a plus de gouvernement fédéral majoritaire. La crise politique que traverse le pays est d'une longueur et d'une profondeur inédites. Cette longueur a pour conséquence que, pour la deuxième année consécutive, l'Autorité fédérale fonctionne sous le régime des douzièmes provisoires, un budget n'ayant pu être adopté ni pour 2019 ni pour 2020. La profondeur de la crise se manifeste notamment dans le fait qu'après les élections du 26 mai 2019, aucune négociation approfondie n'a pu être engagée pour former un gouvernement fédéral : ni un agenda de négociations autour de thèmes déterminés ni même les contours d'une coalition n'ont pu être dessinés. Dans ce contexte, Caroline Sägesser a répondu aux questions de l'hebdomadaire flamand *Knack*, le 6 août 2020, alors que les présidents de la N-VA, Bart De Wever, et du PS, Paul Magnette, tentaient, à la demande du roi, de mener des négociations en vue de la formation d'un gouvernement fédéral.

**Knack** : Comment avons-nous sombré dans une telle crise politique ?

**Caroline Sägesser** : C'est dû notamment au fait qu'il n'y a plus de partis nationaux, une évolution qui a commencé à la fin des années 1960. C'est vraiment typique de la Belgique. Quasi plus personne n'offre aux citoyens une synthèse des différentes sensibilités régionales. En Suisse, où il existe également de grandes différences politiques entre les cantons, ces partis nationaux existent toujours. Bien sûr, un parti est souvent plus fort dans un canton que dans un autre, mais ces partis représentent les habitants de tout le pays, et pas seulement ceux de la Suisse alémanique, par exemple.

**C'est différent en Belgique ?**

Évidemment. En Belgique, les politiciens ne représentent que les Flamands ou les francophones, ce qui a fait glisser progressivement la Belgique vers l'ingouvernabilité.

De plus, les trois familles politiques traditionnelles, les sociaux-chrétiens, les socialistes et les libéraux, ne rassemblent plus ensemble 50 % des voix. Un gouvernement tripartite classique, cette formule magique qui a fait ses preuves dans le passé, ne permet plus de sortir de l'impasse.

**Est-ce vrai alors que nous vivons dans deux démocraties ?**

C'est une observation correcte du président de la N-VA, Bart De Wever, mais pas nécessairement parce que les gens du nord et du sud du pays pensent radicalement

différemment. C'est ce que je trouve très intéressant : dans les enquêtes sur toutes sortes de thèmes, y compris l'immigration ou la sécurité, on peut voir que les Flamands, les Wallons et les Bruxellois pensent généralement de la même façon.

**Pourtant, les Flamands ont tendance à voter à droite et les francophones à gauche.**

L'offre politique des deux côtés de la frontière linguistique est également très différente. Et les électeurs ne votent pas toujours sur des bases purement rationnelles. N'y a-t-il que des gens de gauche qui votent pour le PS ? Je ne le pense pas. À l'inverse, il y a des électeurs qui votent pour le Vlaams Belang, parti d'extrême droite, en raison de propositions telles que l'augmentation des pensions les plus basses. Un vote n'est pas seulement déterminé par la conviction d'une personne, mais aussi par l'offre politique. Et le succès de la N-VA est très lié à la personnalité de Bart De Wever : il est charismatique, il parle clairement. Les électeurs de la N-VA ne sont pas tous des nationalistes flamands purs et durs.

**Vous parlez d'une crise du système. N'est-ce pas un peu excessif ?**

En raison de la crise du coronavirus, la Belgique est soumise à une pression maximale sur tous les fronts. La santé de la population, l'économie, la crise sociale, les finances de l'État... J'ai du mal à envisager une situation plus difficile que celle d'aujourd'hui, à moins qu'une armée étrangère n'envahisse la Belgique... Mais même dans ces circonstances dramatiques, le politique ne parvient pas à former rapidement un gouvernement de plein exercice. Comment fera-t-on à l'avenir, en 2023 ou 2024, quand la situation sera peut-être moins urgente ?

**Notre division chaotique des pouvoirs aurait empêché une approche efficace de la crise du coronavirus. Partagez-vous cet avis ?**

D'autres pays ont connu des problèmes similaires à ceux de la Belgique. À mon avis, les difficultés qui sont apparues lors de la crise du coronavirus n'ont donc pas tellement à voir avec notre répartition des pouvoirs. La destruction du stock stratégique de masques n'a rien à voir avec le fait que nous ayons huit ou neuf ministres de la Santé. C'était la décision d'une ministre, Maggie De Block (Open VLD). Certains se cachent derrière la complexité institutionnelle pour masquer un manque de compétence. Mais je pense que notre système politique a mieux réagi à la crise du coronavirus qu'on aurait pu s'y attendre, surtout quand on sait que lorsque la crise a éclaté, nous n'avions qu'un gouvernement en affaires courantes.

**Mieux réagi, en quel sens ?**

De nouvelles structures ont été créées ou des structures existantes ont été élargies, ce qui est quelque chose que la Belgique fait généralement très bien. Nous avons déjà un Conseil national de sécurité, mis en place plutôt pour coordonner la réponse belge aux menaces terroristes. Cet organe fédéral a été élargi pendant la crise du coronavirus pour inclure les ministres-présidents des Régions et des Communautés et a été utilisé pour permettre une approche uniforme du coronavirus sur tout le territoire. En outre, un « super-kern » a été créé au sein du gouvernement fédéral, qui comprend également les présidents des partis qui ont accordé leur confiance au gouvernement de Sophie Wilmès. En tant que tels, ces présidents de partis n'ont pas de mandat de l'électeur, mais une fois de plus, les Belges ont fait preuve d'une grande créativité institutionnelle dans cette crise.

### **Et tout s'est bien passé ?**

Compte tenu des circonstances, assez bien, même si vous pouvez bien sûr vous poser des questions sur certaines constructions juridiques utilisées. Prenez le fait que le ministre de l'Intérieur, Pieter De Crem (CD&V), ait pu, par simple arrêté ministériel, prendre des mesures très poussées dans la lutte contre le coronavirus, comme l'interdiction des déplacements non essentiels. Ou encore, pensez à la façon dont le niveau fédéral a imposé des décisions aux autres niveaux politiques. Cela peut paraître étrange, puisqu'en principe, il n'y a pas de hiérarchie des normes en Belgique... Lorsque, avant les vacances de Pâques, il a été décidé de fermer les écoles, le ministre-président flamand, Jan Jambon (N-VA), ne semblait pas d'accord. Néanmoins, sur la base de la proclamation de la phase dite fédérale dans la gestion de la crise du coronavirus, toutes les écoles du pays sont restées fermées. Heureusement, nous n'avons pas vu de situations chaotiques où des écoles étaient ouvertes dans une partie du pays et fermées dans une autre.

### **Bart De Wever et Paul Magnette sont en passe de former un gouvernement. Quelle est votre évaluation de leurs chances ?**

Je suis peut-être optimiste, mais je leur donne plus de 50 % de chances de réussir. Les présidents des plus grands partis des deux côtés de la frontière linguistique se sont manifestement trouvés. Ils ont rédigé une note ensemble et c'est déjà beaucoup. Ils doivent maintenant essayer de réunir une majorité autour de cette note et je ne sais pas ce qui va en sortir. Mais je pense qu'ils réussiront. Les responsables politiques devront enfin faire preuve de sens des responsabilités, comme l'a souligné le roi Philippe, car nous n'avons pas établi de budget depuis deux années consécutives et le déficit et notre dette augmentent de façon colossale. De plus, personne ne veut de nouvelles élections.

### **Qu'est-ce que ce gouvernement doit faire, à part s'occuper de la crise du coronavirus ? Faut-il aussi une réforme de l'État ?**

Toute l'attention sera portée à la lutte contre les conséquences socio-économiques de la crise du coronavirus. Il n'y a pas de temps pour une septième réforme de l'État. Peu d'articles de la Constitution ont été déclarés ouverts à révision et l'adoption de lois spéciales requiert une majorité dans chaque groupe linguistique ainsi qu'une majorité des deux tiers de l'ensemble de la Chambre. Pour l'instant, il n'est même pas possible de trouver une majorité simple. Mais la N-VA devra engranger. Je m'attends donc à une déclaration d'intention pour une réforme de l'État en 2023 ou 2024, ainsi que la création d'un comité pour la préparer.

### **La Suisse peut-elle offrir de l'inspiration pour une prochaine réforme de l'État ?**

En Suisse, la composition du gouvernement national reflète l'ensemble des partis politiques, une formule que certains ont également proposée pour le gouvernement fédéral belge pendant cette crise. Les questions politiques sensibles ou sur lesquelles le gouvernement n'est pas d'accord sont soumises à la population par référendum. En Suisse, on vous envoie un certain nombre de questions tous les trois mois et vous votez ensuite. Cela donne un réel sentiment d'implication dans le gouvernement du pays.

Le problème, c'est qu'en Belgique, nous n'avons pas du tout cette culture du référendum. De plus, le fédéralisme belge, bien qu'il y ait aussi des Bruxellois et des germanophones, est essentiellement un jeu à deux : il est né de la confrontation entre les deux grandes

communautés, les Flamands et les francophones – ou les Flamands et les Wallons, comme on l'entend souvent en Flandre. Cela rend les choses beaucoup plus difficiles. En cas de référendum, certaines questions n'auront une réponse claire que dans une seule des deux communautés. Cette polarisation menace d'exacerber les contradictions. Cela peut sembler utopique, mais nous aurions probablement mieux fait de baser notre modèle fédéral sur les provinces. Il aurait pu très bien fonctionner. Une personne qui vit dans le Limbourg n'a pas les mêmes préoccupations qu'une personne qui vit à Anvers, à Liège ou dans le Hainaut.

**Le MR, avec son président unitariste auto-proclamé Georges-Louis Bouchez, veut refédéraliser certaines compétences ; vous y croyez ?**

J'ai le sentiment que cela ne va pas dans le sens de l'histoire, et n'est pas conforme à ce que souhaite la majorité. Toutefois, pour certaines compétences, pensez par exemple à l'environnement ou à la mobilité, la refédéralisation serait certainement utile. Prenez par exemple le dossier du Ring autour de Bruxelles. Une coordination fédérale serait logique. Mais je pense qu'il y a du côté flamand une barrière psychologique face à la refédéralisation, c'est une question sensible.

**Il semble que De Wever et Magnette souhaitent transférer aux Régions des pouvoirs tels que la justice, les soins de santé complets et la protection civile dans le cadre d'une réforme ultérieure de l'État.**

On sent que ce sont des compétences fétiches pour la N-VA, qui devraient permettre au parti de marquer des points contre le Vlaams Belang. Mais il y a aussi d'autres matières qui pourraient faire l'objet d'un transfert : ainsi, je ne comprends pas pourquoi la N-VA n'a jamais demandé la régionalisation des cultes. La Flandre est très active lorsqu'il s'agit de lutter contre les mosquées clandestines ou le contrôle des imams. Bien que les fabriques d'église et les lieux de culte aient été régionalisés, des questions telles que la rémunération des ministres du culte et la détermination des organes représentatifs de cultes reconnus sont restées fédérales. Je pense que ce serait logique de régionaliser tout ce qui concerne les cultes.

**On reparle d'un nouveau découplage des élections régionales et fédérales. Ce serait une bonne chose ?**

Globalement, oui. Les enjeux des scrutins sont très différents. Et peut-être cela permettrait-il de retrouver une dynamique fédérale plus forte. Lors d'une campagne électorale pour tous les niveaux de pouvoir simultanément, les partis vont naturellement adapter leur discours à la région où ils font campagne. Mais je ne pense pas que ce découplage va être organisé. En Belgique, on semble redouter les élections. Peut-être en raison de l'obligation de voter, les politiques semblent toujours réticents à l'idée de déranger l'électeur, ce qui est un peu étrange dans une démocratie. Normalement, nous aurions dû aller voter après la chute du gouvernement Michel après le départ des ministres N-VA en décembre 2018. Mais les politiques ont pensé qu'ils n'allaient pas déranger l'électeur, alors qu'une date avait déjà été retenue pour les élections régionales et européennes, le 26 mai. On a donc opté pour les affaires courantes. Si on découple les scrutins, il faudra aussi introduire des règles plus strictes en matière de non-cumul et d'obligation de siéger dans l'assemblée dans laquelle on est élu jusqu'au terme du mandat. Afin d'éviter un jeu de chaises musicales permanent. Mais en soi, ce serait une bonne chose de scinder les élections, également pour le niveau européen. D'après moi, trop de scrutins, ça n'existe pas.

### **Mais si on organise plus d'élections, ne faudrait-il pas en finir avec l'obligation de voter ?**

Intellectuellement, je suis attachée à l'idée que le vote permette d'entendre l'opinion de tous, pas seulement de ceux qui sont le plus motivés à la faire entendre. On entendait ce type de raisonnement quand on a étendu le droit de vote aux femmes : on n'allait pas seulement voir voter les suffragettes de gauche mais aussi les femmes au foyer catholiques... Mais en regardant l'évolution des résultats des élections de ces dernières années, de plus en plus d'observateurs se demandent si l'obligation de vote n'a pas précisément l'effet contraire (*c'est-à-dire de favoriser le vote pour des partis extrémistes par des citoyens mécontents*). Il sera intéressant de voir ce qui se passera lors des prochaines élections communales en Flandre, où l'obligation va être supprimée. Le fait est que nous sommes l'un des derniers pays où le vote est obligatoire : serions-nous donc seuls à avoir raison ?

### **À propos de vote pour les extrêmes, quel regard portez-vous sur la possibilité que les partis nationalistes flamands, N-VA et Vlaams Belang, atteignent ensemble 50 % en Flandre ?**

C'est l'épée de Damoclès sur la Belgique, la menace qui assurera la formation d'un gouvernement fédéral et l'absence d'élections anticipées. La grande question est de savoir comment la N-VA se comportera par rapport au Vlaams Belang. Souvenez-vous des images de Theo Francken qui, le soir des élections du 26 mai, a regardé les résultats entrant dans sa circonscription et a dit en souriant : « Wow, une majorité ensemble ? » Apparemment, T. Francken souhaiterait une alliance avec le Vlaams Belang. Mais est-ce une tendance majoritaire au sein de la N-VA ? Et supposons qu'ils forment ensemble un gouvernement flamand : pour faire quoi exactement ?

### **Proclamer l'indépendance de la Flandre ?**

*Welcome*, je dirais, mais ce n'est pas si simple. Après, comme je vois le Vlaams Belang grandir à chaque élection, malgré les rechutes occasionnelles, je pense parfois que l'indépendance flamande est la seule façon de venir à bout de ce parti. En tout cas, cela désamorcerait l'argument principal pour voter en sa faveur. Pour la qualité de la démocratie, ce serait ainsi une bonne chose que la Flandre devienne un État indépendant. Concrètement, les obstacles sont énormes : Bruxelles, la dette nationale, l'Union européenne. L'alternative est de continuer à déshabiller l'Autorité fédérale, avec des crises politiques de plus en plus longues et profondes qui conduisent au confédéralisme et à une Belgique coquille vide. Mais même cette coquille continuera à en déranger certains. Et c'est peut-être pour cela qu'il est dommage que l'indépendance de la Flandre soit si difficile à obtenir. Une page vierge et une Flandre indépendante créeraient également une forme de cohésion au sein de la population. Les Suisses sont patriotes et ont le sentiment de faire partie d'une communauté. En Belgique, ce sentiment n'existe plus aujourd'hui.

### **Le succès du Vlaams Belang ne s'explique-t-il pas principalement par ses positions hostiles à l'immigration ?**

Les deux thèmes sont liés. Il s'agit du rejet de l'étranger et de la peur de ce qui est différent, qu'il s'agisse d'allochtones ou de francophones. Un schéma de pensée qui s'explique par la rapidité du changement – une ou deux générations – en Flandre. Il y a la nostalgie d'une Flandre rurale et culturellement homogène. En Suisse, on observe le même phénomène avec l'Union démocratique du centre, qui profite de la disparition de la « société d'entre nous » traditionnelle d'avant la mondialisation. C'est pourquoi je suis convaincue que si

le peuple flamand retrouve ce sentiment de solidarité, le Vlaams Belang disparaîtra lui aussi. Et la gauche ne sera plus exclusivement associée à la Wallonie.

#### *Post-scriptum 27 août 2020*

Trois semaines après la réalisation de cette interview, la perspective d'un gouvernement fédéral de plein exercice et majoritaire à la rentrée s'est éloignée. De façon un peu surprenante, PS et N-VA ont montré qu'ils pouvaient s'entendre sur les grandes lignes d'un accord. En revanche, ils n'ont pas réussi à réunir autour d'eux une majorité, le curseur restant bloqué aux 69 sièges des partis ayant accepté une négociation (N-VA, PS, CD&V, SP.A et CDH, dits « la bulle des cinq », en référence aux mesures sanitaires alors en vigueur). Suite à la démission de B. De Wever et de P. Magnette, le roi a chargé le président de l'Open VLD, Egbert Lachaert, d'une mission semblable.

Depuis lors, on reparle beaucoup – davantage du côté francophone que du côté néerlandophone, toutefois – d'une coalition de type « Vivaldi » (en référence au compositeur des *Quatre saisons*) associant libéraux, socialistes, écologistes et partis d'inspiration sociale-chrétienne (CD&V et/ou CDH). Cette solution impose de renoncer à un gouvernement disposant d'une majorité au sein du groupe linguistique néerlandais, ce à quoi le CD&V et une partie de l'Open VLD ont toujours du mal à se résoudre. Personne ne peut toutefois garantir que la piste de la coalition « bourguignonne » (rassemblant les deux partis libéraux et le SP.A, voire aussi le CD&V, autour du PS et de la N-VA) soit définitivement enterrée. La possibilité d'un retour aux urnes à l'automne est également à nouveau évoquée.

Cette oscillation entre les options de coalition assortie de la menace d'un nouveau scrutin rappelle en fait la situation de la fin février, avant que la crise sanitaire du coronavirus ne vienne temporairement occulter la crise fédérale. Cette incapacité à véritablement progresser dans la recherche d'une solution conforte le diagnostic quant à la sévérité de la crise. Plutôt qu'une scission du pays, laquelle paraît toujours aussi peu réaliste, il est à craindre que le pays ne s'enfoncé durablement dans une ingouvernabilité au niveau fédéral qui renforcera à terme les gouvernements communautaires et régionaux, tout en étant dommageable à la situation globale du pays, en ce compris vis-à-vis de l'étranger.

Cet article a été publié sous le titre « Politoloog Caroline Sägers: "Vlaamse onafhankelijkheid zou goed zijn voor de democratie" » dans : *Knack*, 12 août 2020, pages 6-11.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Caroline SÄGESSER (interviewée par Han RENARD et Ewald PIRONET), « Une crise de plus en plus profonde », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 27 août 2020, [www.crisp.be](http://www.crisp.be).